

# Gaza : la mémoire d'une catastrophe qui se perpétue

Autor(en): **Pirinoli, Christine**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Tsantsa : Zeitschrift der Schweizerischen Ethnologischen Gesellschaft = revue de la Société suisse d'ethnologie = rivista della Società svizzera d'etnologia**

Band (Jahr): **6 (2001)**

PDF erstellt am: **21.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1007432>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Gaza: la mémoire d'une catastrophe qui se perpétue



Christine Pirinoli

*Abdelhamid était un artiste peintre palestinien et un ami. Il y a peu, un communiqué de presse titrait: «Il est mort avant d'avoir trouvé un titre pour sa nouvelle». J'apprends qu'il s'était mis à l'écriture, avant d'être tué... un mort parmi quelques cinq cents martyrs de l'Intifada Al Aqsa<sup>1</sup>, dont un tiers avait moins de dix-huit ans... Avec plus de vingt balles dans le corps, Abdelhamid est mort comme il avait vécu: tourmenté.*

*Moi aussi, je dois trouver un titre, et surtout écrire un texte à propos d'une recherche sur la mémoire collective que j'ai effectuée à Gaza entre 1998 et 1999. Mais j'éprouve des difficultés à me distancer de l'actualité, à ne pas évoquer les femmes, les hommes et les enfants que j'ai connus. La violence qu'ils vivent au quotidien ne leur laisse aucun espoir pour l'avenir et il m'est impossible de penser à eux sans être envahie par la colère, la tristesse, le pessimisme. Aussi ai-je décidé de me pencher sur leurs mots, leurs maux, esquissant ici un texte qui laissera une large place aux messages que mes interlocuteurs ont souhaité – parfois explicitement – me voir transmettre à «l'Occident».*

La coïncidence entre cette enquête de terrain et la commémoration de la *Nakbah*, littéralement «la catastrophe», a été extrêmement fructueuse pour ma recherche. En effet, 1998 marquait le cinquantième «anniversaire» de la guerre de 1948 qui a dépossédé les Palestiniens de leur terre et de leurs biens, qui les a transformés de paysans ou citoyens en réfugiés condamnés à l'exil. Pour cette commémoration, de nombreuses manifestations, des articles de journaux, des conférences, des expositions, etc., ont mis en scène l'existence d'avant la *Nakbah*, présentée comme l'«authentique» vie palestinienne. L'occasion était propice à ce que les Palestiniens puissent enfin rendre publique leur version de l'histoire<sup>2</sup>, mettre à jour leur construction d'une mémoire intimement liée à leur identité nationale. C'est dans ce contexte d'effervescence que j'ai enquêté parmi les réfugiés du village de Barabrah, détruit en 1949 par les Israéliens pour y construire le kibboutz Ma'avqim, à une vingtaine de kilomètres au nord de la Bande de Gaza.

<sup>1</sup> Fin juillet 2001, on dénombre plus de cinq cents victimes palestiniennes.

<sup>2</sup> L'histoire étant souvent écrite par les vainqueurs, c'est la version sioniste qui était jusque là prépondérante, voire exclusive. Par ailleurs, toute référence à l'identité ou à la culture palestinienne était fortement réprimée par Israël. La mémoire palestinienne était donc totalement dénigrée et n'avait que peu de possibilités de s'exprimer sur la scène internationale. Si les échos médiatiques de la commémoration palestinienne de la *Nakbah* ont été faibles, la mémoire palestinienne a néanmoins pu être exprimée et sa version de l'histoire transmise.



<sup>3</sup> L'Etat d'Israël, depuis son établissement, n'a eu de cesse d'effacer toute trace susceptible de contester sa version de l'histoire. Ainsi, quatre cent dix-huit villes et villages palestiniens ont été détruits ou renommés et repeuplés par les Israéliens (Khalidi 1992). Par ailleurs, les cartes géographiques, les recherches archéologiques aussi bien que les itinéraires touristiques suppriment toute référence au passé arabe de la région, à l'exception de quelques vestiges «exotiques» qui mettent en valeur la modernité, la rationalité ou la légitimité d'Israël.

<sup>4</sup> Le *donum* est une mesure ottomane qui correspond à 1000 m<sup>2</sup>. Ces chiffres émanent du Palestinian Centre for Human Right de Gaza, et concernent la période du 29 septembre 2000 au 14 février 2001. Ces destructions de terre arables continuent, tout comme celles de maisons palestiniennes, pour des raisons de sécurité, par mesure punitive ou encore parce qu'elles ont été «illégalement» construites.

Cette recherche m'a permis de mettre en lumière les liens étroits qu'entretiennent la mémoire collective d'origine paysanne et l'identité nationale palestinienne. Cette dernière a en effet été reconstruite après la *Nakbah*, qui a détruit l'ordre social, économique et politique structurant la vie des Palestiniens. La perte de la terre de Palestine est l'élément le plus marquant de cette catastrophe: expulsés, expropriés, exilés, les Palestiniens sont dès 1948 un «peuple sans terre». Aussi l'image du paysan devient-elle centrale pour symboliser le lien puissant qui enracine les Palestiniens dans cette terre perdue. De ce fait, la *Nakbah* a provoqué une réinterprétation des figures symboliques de l'identité et de la mémoire nationales: au détriment du citoyen lettré et de bonne famille, c'est désormais le paysan qui porte le discours nationaliste, qui devient le creuset des valeurs palestiniennes qu'il convient de préserver en exil.

Le lien à la terre est omniprésent dans les récits des Barbarawi. On possédait et travaillait la terre qui produisait des fruits et des légumes au goût inégalable, qui générerait une vie certes simple, mais riche en sécurité et en harmonie. Abou Azzat se souvient:

«Nous travaillions, nous bêchions, nous plantions, nous récoltions, nous enlevions les grains. Nous étions très très heureux [...] Chacun avait des terres avec des oliviers et quand les olives étaient mûres, il les récoltait et les amenait au pressoir dans le village. La vie était excellente.»

Cette apologie d'une vie rurale idyllique – les récits occultent le plus souvent la pauvreté, les conflits, et autres difficultés – ne saurait être réduite à un mythe romantique ou à une seule idéalisation nostalgique: plus de cinquante ans d'exil ont certes contribué à idéaliser les souvenirs, les ont teintés de mélancolie. Cependant, cette référence à la terre parle surtout du présent.

Si l'on considère le conflit qui oppose les Palestiniens aux Israéliens, la possession de la terre en est évidemment l'enjeu; elle est également au cœur des controverses qui opposent la mémoire palesti-

nienne et l'historiographie sioniste: insister sur le fait que l'on cultivait la terre constitue une réponse à la conception sioniste qui décrit la Palestine d'avant 1948 comme «une terre sans peuple pour un peuple sans terre», en d'autres termes comme un désert à cultiver<sup>3</sup>. Pour les Palestiniens, ainsi que le relève Abou Khalaf, les fruits de la terre proclament explicitement la présence d'un cultivateur et propriétaire palestinien:

«Vous, là-bas [en Occident], vous dites que nous étions une terre sans peuple. Mais où est-ce que nous vivions alors? en l'air? Et notre raisin comment poussait-il? tout seul dans le désert?»

Et de me montrer spontanément – à l'instar de nombreux interlocuteurs – les titres de propriétés qu'il possédait en me priant instamment de «leur dire», aux Occidentaux, que je les ai vus, qu'ils existent...

La terre reste un élément central aujourd'hui encore: outre les négociations sur la portion de territoire qui reviendrait aux Palestiniens en cas d'accord de paix, la terre palestinienne continue à être confisquée pour l'extension des colonies. Par ailleurs, depuis le début de la nouvelle Intifada, 7024 *donums*<sup>4</sup> de terre (dont 80% de terre agricole) ont été détruits et recouverts de sable dans la Bande de Gaza, ce qui représente des dizaines de milliers d'arbres fruitiers arrachés, officiellement pour raison de sécurité. En réalité, on peut se demander si l'objectif de l'Etat hébreu n'est pas autre: il s'agit d'une punition collective qui nuit gravement et durablement à l'économie palestinienne ainsi qu'à la survie des familles concernées; ces actions montrent d'autre part qui contrôle ou détient la terre, aussi bien pratiquement que symboliquement puisque la terre cultivée appartient forcément à quelqu'un et celle qui est en friche indique l'absence ou l'inexistence de propriétaire. Cet arrachage massif d'arbres fruitiers a déjà eu lieu durant la première Intifada. En outre, depuis la création de l'Etat hébreu, des forêts entières ont recouvert les anciens villages palestiniens pour en masquer les ruines. Pour les sionistes en effet, l'arbre symbolise la renaissance



nationale, le succès à enraciner la nouvelle identité israélienne dans une terre contestée, afin de créer un pont entre le passé décrit dans la Thora et le présent (Zerubavel 1996). Ceci souligne bien la capacité des arbres à représenter les racines sociales et culturelles d'un peuple: arracher l'un pour mieux implanter l'autre, tel semble être l'enjeu à peine masqué d'une politique qui se présente comme nécessaire à la sécurité israélienne.

Au vu de ces enjeux liés à la terre, l'idéalisation de la vie villageoise fondée sur la figure du paysan est extrêmement efficace pour construire la palestinité dans le présent: les conceptions identitaires locales (le village, la région) peuvent rester pertinentes tout en étant désormais incorporées dans un contenu idéologique plus global (le peuple palestinien) et dans un discours que les réfugiés peuvent se réapproprier.

La référence à un passé idéal permet en outre de mettre en lumière les carences du présent: le processus de paix a été accompagné d'une nette détérioration de la vie quotidienne, aussi bien sur le plan économique que social et politique. La situation déjà extrêmement précaire se dégrade dramatiquement depuis le nouveau soulèvement. Le blocus israélien sur les marchandises, les fonds palestiniens et la circulation des personnes, ainsi que la séparation totale des différentes régions à l'intérieur des Territoires autonomes<sup>5</sup> a un effet dévastateur sur la vie palestinienne: le manque à gagner de l'économie est de l'ordre de dix millions de dollars par jour et le taux de personnes ayant passé en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 2.1 US\$ par jour) a doublé entre septembre et décembre 2000, pour s'élever à 44% de la population<sup>6</sup>, chiffre qui ne cesse d'augmenter depuis. Cette situation dramatique semble confirmer la justesse d'un slogan fréquemment utilisé lors des manifestations du cinquantenaire de la *Nakbah*: «50 ans après, la catastrophe continue». Il est donc intéressant de questionner l'utilité symbolique de cette référence au passé idéalisé en regard du présent. En effet, l'image d'une tradition rurale immuable, voire atemporelle est

confrontée aux ruptures et à la fragmentation que le présent impose à la société palestinienne, instituant une stabilité au niveau des représentations que le quotidien dénie aux réfugiés et aux habitants.

Mais plus encore: ce passé reconstruit permet également d'exprimer leurs aspirations pour l'avenir dans un contexte de répression (par les Israéliens aussi bien que par l'Autorité palestinienne) où la revendication politique ne permet plus d'agir sur le présent. Comme le relève Candau (1998: 79): «En manifestant souvent de la nostalgie pour un passé peint aux couleurs du "bon vieux temps", le narrateur se livre à une critique de sa société aujourd'hui qui peut trahir l'exigence sous-jacente de changements pour l'avenir. Le contenu de la narration est dans ce cas une transaction entre une certaine représentation du passé et un horizon d'attente.»

Or, pour la majorité des Palestiniens, la perspective actuelle d'un Etat palestinien sur ce qu'il faut bien considérer comme quelques confettis de terre n'est pas satisfaisante, comme le mentionne Abou Wasfi sur un ton désabusé:

«Tu veux déclarer un Etat sur quoi? sur Gaza et Jéricho? Même à Gaza nous sommes sous occupation, les colonies sont ici<sup>7</sup>. Sur quoi vais-je déclarer un Etat? Je souhaite qu'un Etat palestinien soit établi. Impossible.»

En insistant autant sur la terre cultivée, leur terre, mes interlocuteurs revendiquent leurs droits par rapport au présent, dont l'essentiel à leurs yeux demeure le retour, garanti par la résolution 194 des Nations Unies. Pour Abou Nafez:

«Il n'y aura pas de paix sans le retour. Seulement le retour. Parce que la terre ne peut pas être évaluée pour celui qui comprend sa valeur. Soit je retourne dans ma patrie, soit je reste sans patrie. A Jabalya<sup>8</sup>, ils voulaient nous donner une compensation. Nous avons refusé. Rien à part le retour.»

L'idée que le droit au retour est inaliénable est partagée par les Barbarawi nés en exil, même s'ils ne souhaitent pas nécessairement retourner vivre sur leur terre. Abdelmenem (24 ans): «S'il y a un

<sup>5</sup> La Bande de Gaza, par exemple, est séparée en trois zones et les jours où le bouclage n'est pas total, il faut environ quatre heures pour joindre Gaza en partant de Khan Younis (15 km) et le double depuis Rafah (30 km), en fonction du bon vouloir des soldats qui contrôlent les zones.

<sup>6</sup> Chiffres tirés du rapport de l'Office of the United Nations Special Coordinator du 10 décembre 2000.

<sup>7</sup> 40% des 365km<sup>2</sup> de la Bande de Gaza sont en effet occupés par dix-neuf colonies qui abritent quelque 5000 colons. En comparaison, environ 1'200'000 Palestiniens vivent dans le 60% restant.

<sup>8</sup> Camp situé au nord de Gaza. Durant leur occupation de Gaza, les Israéliens ont construit plusieurs projets de logement pour les réfugiés des camps. Ces relogements ont été parfois offerts à titre de compensation, parfois imposés suite à la démolition de nombreux abris dans les camps.



<sup>9</sup> A l'instar de Moshe Dayan alors ministre de la défense, beaucoup d'Israéliens pensaient «qu'aussi longtemps que les réfugiés resteront dans leurs camps, leurs enfants diront qu'ils viennent de Jaffa ou de Haïfa. S'ils sortent des camps, nous espérons qu'ils s'attacheront à leur nouvelle terre» (*Jerusalem Post* 1973). D'où la politique de relogement mentionnée ci-dessus.

Etat, je n'accepterai pas d'en devenir citoyen. Je resterai réfugié pour avoir le droit au retour.» Bassem (28 ans): «Je transmettrai la mémoire de Barbarah à mes enfants. Je leur parlerai aussi de la vie de réfugié, ce qu'ils sont encore tant que nous n'obtenons pas le droit au retour. Même si un Etat palestinien est créé, je garderai mon statut de réfugié jusqu'à ce que l'Autorité palestinienne trouve une solution à cette question difficile.»

Or ce droit n'est plus du tout, s'il l'a jamais été, à l'agenda des négociations. Du point de vue des réfugiés, il semble donc que la catastrophe se poursuivra. Toutefois, cette attente inébranlable du retour à la terre n'est pas qu'un fourvoiement de la part de personnes méconnaissant la situation politique actuelle. Les réfugiés palestiniens, à l'instar de Ehab, sont très lucides quant aux résultats probables des accords d'Oslo – si tant est qu'on puisse encore en parler:

«Pour moi, réfugié veut dire que tôt ou tard tu retourneras dans ton village d'origine. Bien sûr, sérieusement je crois que ce n'est pas moi qui rentrerai. La génération après nous rentrera peut-être.»

Cette réflexion de mes interlocuteurs concernant leur rapport à l'avenir et la signification de leur statut de réfugié fournit une piste d'analyse intéressante. Souvent paternaliste ou misérabiliste, le regard porté sur «les» réfugiés les enferme dans une catégorie de personnes passives, démunies aussi bien matériellement que culturellement. Mes interlocuteurs énoncent une autre réalité: leur situation précaire est due à l'état israélien et non à leur statut. Pour eux, le terme de «réfugié» leur offre la légitimité de clamer leurs droits, notamment celui du retour. Il ne signifie en aucun cas qu'ils doivent vivre dans un camp ou dans des conditions difficiles<sup>9</sup>.

Ces Palestiniens sont conscients qu'ils resteront encore longtemps réfugiés mais revendiquent le droit à vivre dans la dignité – une dignité qui leur est de plus en plus déniée au quotidien. Pourtant, malgré les années d'exil, ils n'émettent aucun doute: la transmission de la mémoire collective persistera, même si la

génération des personnes ayant vécu dans le village vient à disparaître entièrement. Pour eux, la disparition des «vieux» est triste, mais pas problématique par rapport à la mémoire du village. Ils illustrent en ce sens les propos de Candau (1998: 114), pour qui «transmettre une mémoire et faire vivre ainsi une identité ne consiste donc pas seulement à léguer un contenu mais une manière d'être au monde». Dans cette optique, c'est la référence à la terre qui importe plus que la réalité historique. Et la transmission de cette mémoire comme source de l'identité collective semble être la priorité de nombreux réfugiés. Abou Aimad nous offre une belle image pour nous convaincre de son importance:

«Nous sommes des paysans. Autrefois nous plantions des graines dans notre terre. Aujourd'hui nous plantons notre terre dans le cœur de nos enfants avant de mourir. Moi-même je l'ai planté dans le cœur de mon fils, en lui disant où est ma terre. Et si mon fils ne retourne pas, son fils le fera. Il y a une patrie et une terre pour lui.»



---

## Références citées

CANDAU Joël

1998. *Mémoire et identité*. Paris: PUF.

KHALIDI Walid

1992. *All That Remains: The Palestinian Village Occupied and Depopulated by Israel in 1948*. Washington, D.C.: Institute for Palestine Studies.

ZERUBAVEL Yael

1996. «The Forest as a National Icon: Literature, Politics, and the Archeology of Memory». *Israel Studies* (Bloomington) 1(I): 60-99.

---

## Auteure

Christine Pirinoli est assistante à l'Institut d'anthropologie et de sociologie de l'Université de Lausanne. Après avoir mené une recherche en Suisse sur les réfugiés chiliens, elle travaille actuellement à une thèse de doctorat sur la mémoire collective et l'identité palestiniennes.

Adresse: Institut d'anthropologie et de sociologie, UNIL - BFSH2, CH-1015 Lausanne. Tél. +4121/692 31 93. E-mail: Christine.PirinoliAhmed@ias.unil.ch